

## DÉBAT IDÉOLOGIQUE À L'APN

Les violences conjugales  
divisent les députés

**Débat purement idéologique que celui ayant prévalu, hier mardi, à l'APN, à l'occasion de la présentation en plénière du tout premier texte au menu de la session parlementaire du printemps ouverte la veille.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Il s'agit du projet amendant et complétant la loi 156-66 du 8 juin 1966 portant code pénal qui, en dépit de leur présence clairsemée devenue une tradition de l'hémicycle parlementaire, a suscité un débat de fond entre les députés islamistes et leurs collègues du PT notamment.

Car pour ceux du RND et du FLN, il s'agissait, comme de coutume, de «prendre acte» du projet tel que présenté par l'exécutif sans trop «s'aventurer» à y émettre une quelconque remarque ou réserve. Certains d'entre eux ayant même mis à profit le temps qui leur est imparti pour faire l'éloge du pouvoir et du président de la République et en tombant à bras raccourcis sur l'opposition, avant qu'ils ne soient rappelés à l'ordre par le président de séance.

C'est ainsi que pour Naâmane Laouer de l'Alliance de l'Algérie

verte, cette loi ne vise qu'à «encourager la dislocation de la cellule familiale» puisque, selon lui, il est question de «s'immiscer dans l'intimité du couple». Pour lui, cela va à l'encontre de nos us et coutumes que de s'en prendre au mari qui maltraite ou violente son conjoint».

Surtout que, poursuivra-t-il, le projet «ne traite pas du problème de la violence faite aux femmes, généralement dans les espaces publics et sur leurs lieux de travail». Car ledit projet de loi considère toute violence, verbale ou physique, à l'encontre du conjoint comme un délit passible d'une peine de prison variant selon la gravité de l'acte.

Selon qu'il a entraîné une incapacité de travail de moins de 15 jours (1 an à 3 ans de prison ferme), une incapacité de travail de plus de 15 jours (2 à 5 ans de prison ferme), une amputation d'un des membres ou un handi-



Photos : DR

cap (10 à 20 ans de prison ferme) ou encore une agression ou une blessure ayant entraîné une mort involontaire (perpétuité)...

Appréciation tout opposée chez les députés du PT qui, tout en prenant acte du projet en lui-même, n'ont pas hésité à formuler bien de «rectificatifs» à même

de lui conférer davantage d'efficacité.

C'est ainsi que Nadia Chouitène recommande la suppression du pardon préconisé dans les deux premiers cas de violences, synonyme d'extinction des poursuites judiciaires. Car pour elle, c'est «ouvrir grande-

ment la porte à l'impunité et vider le dit projet de sa quintessence».

Se référant au bilan effarant de la seule Gendarmerie nationale pour l'année 2012, qui fait état de 261 femmes décédées consécutivement à des violences subies de la part de leurs époux, Chouitène regrettera que ledit projet de loi ne soit orienté que sur les mesures pénales. Elle regrettera que les aspects de prévention et de prise en charge des victimes, même collatérales, ne soient pas évoqués.

La députée du PT réfutera l'argumentaire des islamistes, le mettant sur le compte d'un «combat idéologique», elle qui considère avant et après tout le couple comme des individus qui doivent répondre de leurs actes répréhensibles, les uns envers les autres.

A noter que les débats qui ont commencé, hier mardi, se poursuivent aujourd'hui mercredi, avant que ledit projet ne soit soumis au vote demain jeudi.

M. K.

FORMATION  
PROFESSIONNELLEVers la tenue  
d'assises nationales

**Le secteur de la formation professionnelle tiendra bientôt ses assises nationales. Une occasion pour redéfinir les priorités et insister sur la nécessaire adéquation entre formation et besoins du marché du travail.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - S'adapter aux besoins exprimés par les efforts d'industrialisation. C'est l'objectif que s'assigne la formation professionnelle en répondant notamment aux attentes des industries mécanique, automobile, sidérurgique, textile ainsi qu'à celles du secteur agricole.

Cette préoccupation sera au cœur des assises nationales. Ces dernières regrouperont des formateurs ainsi que des représentants de divers secteurs d'activité afin qu'ils examinent en concertation, les meilleurs moyens d'adapter, au plus près, l'outil de formation aux besoins de l'économie. C'est ce qu'a indiqué hier sur les ondes de la Chaîne III, le ministre de l'Enseignement et de la formation professionnels. Nourredine Bédoui estime que pour «améliorer le niveau de formation des apprenants, dont le nombre est estimé à des dizaines de milliers, les partenaires économiques doivent faire l'effort de les intégrer davantage dans les entreprises pour des stages pratiques».

De son côté, son département s'attelle à ouvrir des établissements de formation d'excellence, avec la collaboration d'universitaires et ce, dans le cadre de la coopération avec des instituts étrangers, notamment américains, allemands et français.

Il s'agit de cinq projets d'envergure dont ceux actuellement en cours avec Schneider et Mercedes à Rouiba, Massey Fergusson à Oran, un établissement dédié aux techniques agricoles à Khenchela, avec l'aide de l'Autriche, et celui prévu plus tard avec le complexe sidérurgique à Bellara, dans la wilaya de Jijel.

Les stagiaires détenteurs de diplômes délivrés par la formation professionnelle ne connaissent pas le chômage, dit-il, puisque 80% des élèves formés par son secteur arrivent à s'intégrer dans le monde du travail. Le secteur de la formation ne se limite pas à former des stagiaires puisque, selon Bédoui, il s'attache également à former et à accompagner financièrement de jeunes managers à créer leur propre entreprise.

N. I.

APRÈS LES AFFRONTEMENTS DES DEUX  
DERNIERS JOURS

## L'armée s'interpose à In Salah

**Il a fallu l'intervention de l'armée pour que le calme revienne à In Salah. Le chef de la 6e Région militaire (Tamanrasset), qui s'est réuni hier avec 22 représentants de la société civile, a pris, selon des sources locales, des mesures d'apaisement.**

Selon Taleb Ahmed Abdellah, un des 22 représentants des manifestants anti-gaz de schiste, le chef de la 6e Région militaire leur a d'abord demandé de préserver et veiller à la sécurité de la ville. «Il nous a expliqué qu'une situation instable à In Salah peut ajouter aux menaces qui pèsent déjà aux frontières sud de l'Algérie.

Il nous a signifié qu'il n'est pas là pour aborder le volet politique du conflit et que seul l'aspect sécuritaire l'intéresse. Il s'est, néanmoins, engagé à porter personnellement nos doléances au vice-ministre de la Défense», a-t-il indiqué.

Toutefois, le chef de la 6e Région militaire a permis à la population locale de continuer à tenir son rassemblement pacifique devant le siège de la daïra, avec la promesse que les agents de la police anti-émeutes ne vont plus recourir à la répression, selon toujours la même source.

Pour rappel, après l'intervention musclée, samedi, pour évacuer la place de la Résistance où les manifestants étaient en campement, les forces de l'ordre se sont positionnées dans plusieurs quartiers et ruelles d'In Salah. Ce qui a été à



Photo : DR

Des militaires se dressent entre les policiers et les manifestants.

l'origine de rudes affrontements qui n'ont cessé qu'après l'intervention, dimanche, du chef du secteur militaire d'In Salah.

Des éléments des forces de l'ANP — plusieurs photos l'attestent — se sont alors dressés entre policiers et manifestants, pour mettre fin aux violences.

Par ailleurs, s'agissant de l'intervention musclée de la Gendarmerie nationale, ce lundi pour faire évacuer un autre campement de manifestants à proximité du site de forage expérimental de gaz de schiste, à Tidikelt, à 25 km du centre-ville, le chef de la 6e Région militaire a promis l'ouverture d'une enquête concernant les dépassements qui ont été enregistrés.

Il a d'ailleurs rendu visite aux manifestants qui ont été blessés, lors de cette intervention, et qui sont admis à l'hôpital d'In Salah.

«Il nous a assuré que les violences qui ont été faites aux manifestants en question sont des comportements individuels.

Selon lui, le commandement n'a pas donné ordre de recourir à la violence. Il a aussi promis que l'Etat se chargera des soins des victimes», souligne Taleb Ahmed Abdellah.

Enfin, il est à signaler que des renforts importants de la Gendarmerie nationale sont arrivés lundi, dans la région, selon d'autres sources locales.

Mehdi Mehenni